

permet de situer les formations sociales en interaction et de démontrer comment surgissent des perspectives de classes sur le rôle de l'organisation internationale. La troisième section tente de cerner les bases sur lesquelles, à travers les luttes idéologiques notamment, s'établit une communauté d'intérêt entre différentes fractions de la bourgeoisie internationale et ses alliés. La quatrième étape illustre le rôle des États (individuel et collectif) dans le processus pour aboutir, enfin, à une réflexion sur l'importance du multilatéralisme réformé dans les rapports entre les peuples.

L'approche retenue attire l'attention sur les formations sociales pour permettre une vue d'ensemble du multilatéralisme comme phénomène politique. Aux cours des quatre dernières décennies, les institutions internationales ont fait éclater les cadres traditionnels de la politique internationale (la diplomatie bilatérale du Pouvoir) et infiltré plusieurs sphères sociales. Elles ont mis à nu un ensemble de contradictions dans les rapports entre les peuples. L'ONU, entre autres, a fait surgir de nouvelles pratiques politiques dont il faut cerner le sens. L'interprétation de la vie multilatérale révèle des poussées en plusieurs sens où semble, pour l'instant, dominer une volonté de renforcer la coopération.

Le mondialisme: une idéologie de l'adaptation

Les phalanges sociales-démocrates du monde occidental poussant de temps à autre un cri de protestation. Leur chant a repris suite à l'échec de la VI^{ème} CnuCED tenue en juin 1983 à Belgrade (Yougoslavie).

La commission Brandt, reconstituée à la suite d'une première entreprise idéologique fructueuse, avait pourtant dans un second rapport proposé une nouvelle panoplie de "mesures d'urgence" pour redresser la situation mondiale et amener les divers pays à une attitude "plus positive et réaliste". Le "lamentable fiasco de Belgrade" aurait laissé un goût amer à ceux qui espéraient voir enfin démarrer les fameuses négociations Nord-Sud. Non seulement le principal objectif de la conférence — c'est-à-dire, créer un consensus global sur les politiques susceptibles de conduire à la reprise de l'économie mondiale — était-il raté, mais les réticences des pays industrialisés à l'égard d'un éventuel *contrat mondial* devenaient plus manifestes. Hélas, le mondialisme rousseauiste ne fait plus recette!

L'analyse qui suit prend pour cible l'ensemble des relations multilatérales et tentera de placer les pratiques des divers organismes internationaux gouvernementaux dans une perspective plus large afin de démontrer comment — l'exploitation accrue du "Tiers-monde" en temps de crise s'avérant essentielle à la reproduction du capital — les propositions du nouvel ordre avaient dès le départ du plomb dans l'ail.

L'approche proposée se fonde sur un postulat qui prend le contrepied des propos tenus par la Commission Brandt. Pour cette dernière, la récession prolongée dans les pays industrialisés est la cause de la crise dans l'économie mondiale. La récession, nous-dit-on, produit des effets dévastateurs sur les pays du Sud, lesquels ne sont plus en mesure de s'approvisionner en biens manufacturés auprès des pays industrialisés, d'où une crise dans les échanges internationaux.